

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 674

semaine du  
30 septembre  
au 6 octobre 2021

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



Pages 2 et 3

## 5 octobre : appels à la grève et aux manifestations



Correspondant

Page 3

MARSEILLE (13)

### La grève éclate chez les éboueurs

Comme dans de nombreuses communes de France, c'est l'application par l'exécutif local (en l'occurrence le conseil départemental des Bouches-du-Rhône) de la loi d'août 2019 qui a mis le feu aux poudres chez les éboueurs de la métropole d'Aix-Marseille. Cette loi, dite de modernisation de la fonction publique, exige que soit mis fin d'ici à la fin

de l'année à tous les accords locaux conclus au fil des ans en compensation de la pénibilité des conditions de travail. Et cela se traduit partout par une augmentation importante du temps de travail, non payée. Pour les éboueurs de Marseille, ce serait carrément l'équivalent de 28 jours supplémentaires dans l'année ! (...)

### Gaz : une nouvelle augmentation massue frappant les ménages

Les tarifs « réglementés » du gaz vont à nouveau bondir, en moyenne, de 12,7 % au 1<sup>er</sup> octobre. Les guillemets sont vraiment de rigueur, car tout cela n'a plus grand-chose à voir avec une quelconque réglementation, mais avec la privatisation et la spéculation (...). Comme pour l'électricité, dont on annonce une augmentation farineuse dans les prochains mois, il s'agit d'aligner la France sur le standard des prix européens et mondiaux, beaucoup plus élevés. Et d'assurer au passage des profits colossaux pour les entreprises du secteur.

GDF a été privatisé en 2006, puis fondu dans Suez pour devenir Engie. Une privatisation poursuivie depuis par tous les gouvernements successifs, de droite comme de « gauche », en accord avec les directives de Bruxelles. Le 31 juillet dernier, Engie a rendu publics ses comptes pour les six premiers mois de l'année, en se félicitant de la « très forte croissance de (ses) résultats financiers ». Qu'on en juge : le *cash flow* (grosso modo, les profits avant impôts) s'est monté à 4,3 milliards d'euros sur le semestre, en augmentation de 43,9 % par rapport à la même période de l'an dernier.

### « Mais vous, vous vivez avec 800 euros par mois ? »

Le 27 septembre, la ministre du Travail, Elisabeth Borne, est allée rendre visite à une agence Pôle Emploi, à Vitry-sur-Seine (94), pour vendre un nième « plan de formation » pour les demandeurs d'emploi et sa réforme de l'assurance-chômage, qui va diminuer drastiquement à partir du 1<sup>er</sup> octobre les allocations d'un tiers des chômeurs indemnisés. Elle est interpellée par une habitante, qui, comme des millions d'autres, navigue de chômage en petits boulots : « *Des sous-emplois, j'en ai eu, en tant qu'AVS (aide à la vie scolaire), Atsem (personnels des écoles)... Je pourrais même être femme de ménage demain.* » Et Borne de lui faire la leçon, avec la morgue et la condescendance d'un ministre de la V<sup>e</sup> République qui s'apprête à sabrer les allocations chômage : « *Je ne sais pas si on peut parler de sous-emplois, puisqu'il y a tout de même des gens dont c'est le métier.* » La dame lui dit alors : « *Mais vous, vous vivez avec 800 euros par mois ?* »

### Page 4 HÔPITAUX

### 20 000 hospitaliers suspendus sans salaire par le gouvernement qui continue son œuvre de destruction !

Depuis le 15 septembre, environ 20 000 personnels des hôpitaux, selon la direction générale de l'offre de soins (citée par *Le Parisien*, 24 septembre), ont été suspendus sans revenu, au mépris de leurs droits statutaires les plus élémentaires. Ils seraient responsables, laisse entendre le gouvernement, de la dégradation de la continuité et de la qualité des soins dans les hôpitaux (1). Odieux mensonge ! (...)

15 syndicats de médecins hospitaliers dénoncent « la fermeture de milliers de lits » et le « manque chronique de soignants ».

Expérimentation Macron à Marseille,  
projet de loi Rilhac sur les directeurs...

## 40 écoles de Marseille signent un « Appel à boycotter l'expérimentation Blanquer-Macron » (extraits)

**N**ous (...) refusons d'entrer dans l'expérimentation proposée par Emmanuel Macron (...) Nous considérons qu'elle organise de fait la casse de l'école publique républicaine. Et nous appelons l'ensemble des écoles à boycotter massivement cette proposition. Une expérimentation a par définition vocation à être généralisée. Les incidences de cette proposition sont multiples et profondément néfastes.

## TRIBUNE LIBRE & OPINIONS

- A propos du débat télévisé  
Mélenchon-Zemmour
- Ni Macron *bis*, ni un autre monarque :  
c'est ce régime liberticide et corrompu  
qu'il faut « dégager »



Correspondant

### VILLETANEUSE (93)

**Mobilisation des agents territoriaux  
contre le plan du maire : « On veut garder  
nos congés et augmenter nos salaires.  
Il n'y a aucune raison que ce soit autrement. »**

- La parole à **Salim Hocini**, responsable du syndicat CGT territoriaux

### PERSONNELS DE NETTOYAGE DE LA FACULTÉ DE JUSSIEU (75)

#### Succès de la grève à Jussieu

- Interview d'un gréviste de la société de nettoyage Arc-en-Ciel,  
travaillant à Jussieu

## BELGIQUE

### La FGTB a appelé à manifester contre le blocage des salaires



## GUADELOUPE

**La grève, commencée le 9 septembre,  
se poursuit : Non à l'obligation vaccinale  
et au passe sanitaire !  
Oui aux soins et à la défense des libertés  
fondamentales et des droits !**

## Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

10 numéros : 12 euros

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros  12 numéros : 17 euros  4 mois (17 numéros) : 24 euros

6 mois (25 numéros) : 33 euros  1 an (51 numéros) : 65 euros  1 an, pli clos : 110 euros

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.